XXI. Et qu'il soit de plus Ordonné et Statué par l'autorité susdite, que rien de contenu dans les présentes n'empêchera les dits Syndics de racheter volontairement aucune obligation, du consentement du porteur légal d'icelle, en aucun temps avant que telle obligation soit devenue exigible, si l'état des fonds des dits Syndics est tel qu'il permette tel rachat.

Le Gouverneur pourra acheter pour le public des débetures au montant de £20,000.

XXII. Et qu'il soit de plus Ordonné et Statué par l'autorité susdite, qu'il sera loisible au Gouverneur pour le temps d'alors, s'il le trouve expédient, en aucun temps dans les trois années qui suivront la passation de cette Ordonnance, et non après ce temps, d'acheter pour les usages publics de cette Province, et des dits Syndics, des obligations jusqu'à un montant qui n'excèdera pas vingt mille livres courant, et par warrant sous son seing d'autoriser le Receveur Général à payer aux dits Syndics, à même aucun fonds publics non appropriés qui se trouvera entre ses mains, les sommes garanties par telles obligations; l'intérêt et principal desquelles seront payés au Receveur Général par les dits Syndics, de la même manière et sous les mêmes dispositions que celles pourvues quant à tel paiement à aucun porteur légal de telles obligations, et étant ainsi payés ils demeureront entre les mains du Receveur Général, à la disposition de l'autorité législative de la Province pour le temps d'alors.

Tous arrérages d'intérêt doivent être payés avant aucune partie du principal. Le Gouverneur pourra avancer aux Syndics le montant requis pour tels arrérages si leurs fonds sont insuffisants.

XXIII. Et qu'il soit de plus Ordonné et Statué par l'autorité susdite, que si dans aucun temps il arrive que les fonds alors entre les mains des dits Syndics sont insuffisants pour mettre les dits Syndics en état de faire aucun paiement requis, ou autorisé par cette Ordonnance, tous les arrérages d'intérêt dûs sur aucune obligation émise sous l'autorité de cette Ordonnance seront payés par les dits Syndics avant qu'aucune partie du capital alors dû et garanti par aucune telle obligation soit ainsi payé, et si le déficit est tel que les fonds à la disposition des Syndics ne soient pas suffisants pour payer tels arrérages d'intérêt, il sera loisible au Gouverneur pour le temps d'alors, par warrant sous son seing, d'autoriser le Receveur Général à avancer aux dits Syndics, à même les argents non appropriés qui se trouveront entre ses mains, telle somme qui avec les fonds alors à la disposition des Syndics suffira pour payer tels arrérages d'intérêt comme susdit; et le montant ainsi avancé sera remboursé par les